

Entre exaspération et instrumentalisation

Depuis quelques jours, les réseaux sociaux comme les grands médias se font l'écho d'un appel à « bloquer » le pays pour condamner la hausse du prix des carburants.

Si la colère peut s'entendre car le prix des produits pétroliers devient exorbitant et intenable, il est nécessaire de regarder de près les contours de cette initiative.

Il faut examiner, aussi, avec attention les enjeux réels liés au pouvoir d'achat des Français, en lien avec les dispositifs et autres prélèvements assurant notre modèle social et la solidarité nationale.

L'appel lancé un samedi, sans réelle ambition de bloquer l'économie, s'appuie sur une colère légitime mais dont les ressorts sont obscurs et les solutions préconisées pour sortir de cet engrenage sur le long terme demeurent floues, voire dangereuses pour le monde du travail.

Plusieurs partis d'extrême droite semblent être à la manœuvre. Ils se font le relais d'une action qui, au final, encouragera à mettre taxes, impôts et peut-être demain cotisations sociales dans une même logique, alors que chaque dispositif joue un rôle différent et déterminant dans le cadre de notre modèle social et républicain.

Nous sommes clairement dans une instrumentalisation de l'exaspération !

Effectivement, depuis un an, les prix à la pompe ont grimpé de 23 % pour le diesel et de 14 % pour l'essence, dépassant dans les deux cas 1,50 euro le litre ; des taxes qui, à l'image de la TVA, sont les impôts les plus injustes, frappant, sans discernement, nos concitoyens comme les travailleurs de ce pays. Le patronat des sociétés de transport, pourtant exonéré de certaines taxes, joue un rôle sournois, espérant à terme de nouvelles concessions profitant aux lobbies routiers.

Il est évident que le gouvernement veut trouver une manne financière importante après plusieurs mois de cadeaux fiscaux aux plus fortunés, faisant suite à de nombreux allègements et autres aides au patronat qui ne donnent, par ailleurs, aucun résultat économique. Le gouvernement cherche donc plus à boucler son budget qu'à répondre à l'urgence de transition énergétique face aux enjeux environnementaux.

Le gouvernement met en difficulté des millions de Français qui, pendant des années, ont été encouragés à investir dans des véhicules diesel. Il semble plus guidé par la volonté de ponctionner que de préparer la transition écologique, il va empocher d'ailleurs plus de 23 milliards d'euros de taxes sur les énergies fossiles, alors qu'il va consacrer seulement 3 milliards d'investissement aux énergies renouvelables.

Nous le savons, les salariés, les retraités, les privés d'emploi aux revenus les plus faibles sont les premières victimes aujourd'hui des stratégies géopolitiques des pays riches, des spéculations sur les produits pétroliers. Et, il nous faut apporter des réponses précises – avec des financements adéquats – aux questions énergétiques et de transport mettant à contribution les entreprises, en créant un pôle public de l'énergie, notamment pour piloter les ressources et les matières premières en vue de répondre aux besoins humains et au respect de l'environnement.

Dans le même temps, il faut impérativement ouvrir partout des négociations salariales, gagner l'augmentation des pensions, des minimas sociaux, en se mobilisant massivement dans les entreprises et établissements et relever le smic à 1800 euros.

Des ambitions peut-être moins tapageuses mais plus à même de répondre durablement aux besoins des travailleurs !

Le 29 octobre 2018